

# La course d'obstacles de François Hollande

LE MONDE | 30.12.2013 à 09h27 • Mis à jour le 30.12.2013 à 09h28 | [Michel Noblecourt](#)

Dix-neuf mois après son élection, François Hollande est confronté à un désenchantement inédit de l'opinion. Devenu le président le plus impopulaire de la Ve République, il a été confronté à une multiplication de jacqueries exprimant – en dehors des syndicats – un ras-le-bol fiscal dont les ressorts remontent au quinquennat de Nicolas Sarkozy. Avec les mauvais chiffres de novembre, son pari d'inverser, fin 2013, la courbe du chômage paraît compromis. Les timides éclaircies de Noël – un rebond de la consommation, un petit mieux pour la croissance, une légère réduction de la dette publique – ne sauraient suffire à redonner le moral à une France au bord de la crise de nerfs, qui ne fait plus confiance à son président et pas davantage à la droite.

Pourtant, durant sa campagne, M. Hollande avait annoncé la couleur. « *Je ne promettrai que ce que je suis capable de tenir* », avait-il assuré dans son discours du Bourget le 22 janvier 2012, en invoquant l'ampleur des « *contraintes financières* ». Le quinquennat, avait-il averti, s'ouvrira sur des réformes de structures, « *celles qui constitueront un redressement dans la justice* », et sur « *les urgences* », avec au premier rang l'emploi. « *C'est ensuite, avait-il ajouté, que nous pourrons redistribuer ce que nous aurons créé, ce que nous aurons fabriqué, ce que nous aurons engagé, ce que le pays aura pu, par son redressement, favoriser.* » Un quinquennat découpé en deux tranches : le fiel d'abord puis le miel.

Dans son livre *Combats* (Flammarion, 326 p., 19 €), Pierre Moscovici, qui se veut l'apôtre d'une « *révolution réformatrice* », a théorisé cette méthode. « *Dans le cycle du pouvoir, écrit le ministre de l'économie, la gauche a historiquement tendance à ouvrir grand les vannes à son arrivée avant de les refermer brutalement. François Hollande y oppose, lui, un calendrier inversé, "le redressement puis le dépassement", "l'effort puis l'essor"* », ce qui suppose de « *recréer les conditions de la croissance, avant d'envisager, dans un second temps du mandat, des mesures de redistribution, rendues alors possibles* ».

Mais, pour M. Moscovici, ce « *quinquennat à l'envers est porteur d'un risque politique réel* » : « *En sachant que nous serions jugés sur nos résultats, qui supposent un effort préalable, et non sur des promesses inconsidérées ou sur des actes fracassants ou contre-productifs* », le président « *s'expose vis-à-vis de l'impopularité* ». On y est. Quitte à être « *atrocément prévisible* », l'ancien directeur de campagne de M. Hollande préconise de « *rechercher davantage encore la simplicité, la stabilité et la cohérence, en fixant un cadre précis, lisible et clair en annonçant mieux les réformes envisagées et leur calendrier* ». Au terme d'une année marquée par une

avalanche de couacs au sein du gouvernement, une mise en cause de l'autorité du premier ministre, un Parti socialiste aux abonnés absents, le moins qu'on puisse dire est qu'on en est loin.

## MESSAGES INAUDIBLES

S'il a connu, en 2013, une *annus horribilis*, M. Hollande a pourtant marqué des points. S'appuyant sur la démocratie sociale, il a engrangé deux accords importants – sur la sécurisation de l'emploi et la formation. Avec le crédit impôt compétitivité emploi, il va faire baisser le coût du travail. Il a réussi à réformer, à bas bruit, le système de retraite. En attendant, une hypothétique réforme fiscale, il a brisé le tabou à gauche de la baisse des dépenses publiques.

Mais, faute de résultats et de cap clair, face à une opinion exaspérée qui refuse la lenteur du temps politique, ces messages sont restés inaudibles. N'ont été perçus que les rafales de plans sociaux, les fracas de la démission d'un ministre, Jérôme Cahuzac, ayant menti sur son compte à l'étranger, ou les pathétiques péripéties de l'affaire Leonarda, cette collégienne kosovare expulsée avant que le président la rappelle et subisse l'humiliation de son refus. Sur fond d'impuissance du pouvoir, une crise morale et politique s'est ajoutée à la crise économique et sociale.

En 2014, le temps du fiel, celui du redressement et de l'effort, va sans nul doute se poursuivre, sans que les Français voient poindre à l'horizon le second temps, celui de la distribution de miel... Dans sa course d'obstacles pour réaliser son « *quinquennat à l'envers* », M. Hollande s'est fixé pour 2014 deux exigences : « *Faire reculer durablement le chômage* » et « *renouer durablement avec la croissance* ». Deux objectifs ambitieux de moyen terme qu'il va devoir aborder sans réelle marge de manoeuvre.

Des défis d'autant plus durs à relever qu'il y aura, en 2014, trois élections : municipales en mars, européennes en mai et sénatoriales – avec un renouvellement de la moitié des sièges – en septembre. L'importance des enjeux locaux, l'état de déliquescence de la droite et la menace du Front national lui font espérer éviter une bérézina en mars. Grâce à une réforme du mode de scrutin, le PS est assez confiant sur les sénatoriales, rêvant même d'une majorité accrue. Mais les européennes s'annoncent comme le scrutin de tous les dangers, le mécontentement, exprimé de manière sourde, ou éparsé dans la rue, risquant de se traduire dans les urnes par une montée de l'abstention et des populismes.

Si la sanction est lourde, un remaniement, voire un changement de gouvernement, s'imposera. Cela peut être un obstacle de plus dans la course du président pour parvenir à inverser son calendrier politique. Ou une chance ?